

Date de dépôt: 6 octobre 2003

Messagerie

- a) **P 1420-A** **Rapport de la commission de contrôle de gestion chargée d'étudier la pétition concernant la politique de transfert de technologie du Rectorat de l'Université**
- b) **M 1558** **Proposition de motion de M^{mes} et MM. Sylvia Leuenberger, Philippe Glatz, Jacques Baud, Marie-Paule Blanchard-Queloz, Pierre Froidevaux, Alexandra Gobet Winiger, Janine Hagmann, Jeannine de Haller, Sami Kanaan, Pierre Kunz, Anne Mahrer, Alain Meylan, Pascal Pétroz, Véronique Pürro et Ivan Slatkine sur la réglementation des activités accessoires du corps enseignant de l'Université**

Rapport de M. Pierre Froidevaux

Mesdames et
Messieurs les députés,

La commission de contrôle de gestion a été saisie de la pétition 1420 déposée le 4 décembre 2002 munie de six signatures. La commission des pétitions l'a d'abord transmise à la commission de l'enseignement supérieur, cette dernière l'a renvoyée à la commission de contrôle de gestion qui semblait mieux adaptée pour en investiguer le fond. A relever qu'un des pétitionnaires s'était déjà adressé, par lettre, à la commission de l'enseignement supérieur et avait été auditionné sur le même sujet le 3 octobre 2002.

Cette pétition souhaite que soient mieux définies les relations entre la recherche universitaire et sa valorisation commerciale. Les pétitionnaires s'offusquent d'un manque de transparence et de communication de la part du Rectorat dans ce domaine et citent en exemple le conflit entre NovImmune et un des chercheurs du Département de génétique et microbiologie de la Faculté de médecine de Genève.

Notre commission est entrée en matière le 27 janvier 2003. Elle a alors nommé une sous-commission formée de M^{me} Jeannine de Haller et de M. Pierre Froidevaux. Cette sous-commission s'est réunie à trois reprises. L'objet a été traité en commission plénière à 4 reprises, soit le 25 août, et les 1^{er}, 8 et 15 septembre pour transmettre ses conclusions à notre Conseil.

Audition des pétitionnaires : M. Bernard Conrad, chercheur au Département de génétique et microbiologie du CMU de Genève

M. Conrad a débuté ses activités au CMU en 1994, dans le Département de génétique et microbiologie. Ses recherches ont porté jusqu'ici surtout sur les mécanismes de l'auto-immunité. En 1995, ses travaux se sont orientés tout particulièrement vers le gène qui serait agressif vis-à-vis des cellules β du pancréas provoquant une maladie très répandue, le diabète.

Régulièrement, il a rendu compte à sa hiérarchie de ses recherches, ne serait-ce que pour pouvoir continuer de solliciter les fonds nécessaires. En 1997, le professeur Bernard Mach, alors son supérieur hiérarchique, lui propose de déposer un brevet. Bernard Conrad, se disant trop occupé par ses recherches et ne connaissant pas les procédures nécessaires, lui donne son aval et le laisse agir à sa guise. Le brevet est déposé le 23 juillet 1997, mais au seul profit du professeur Bernard Mach.

L'année précédente, le professeur Mach a fondé une société appelée NovImmune, dont il est l'actionnaire majoritaire. Lors de son départ à la retraite en 1998, il transférera à NovImmune ce brevet, de même que deux autres brevets issus des travaux du Département. A titre de compensation, Bernard Conrad reçoit quelques actions de la société NovImmune.

Mais Bernard Conrad se révolte. Le Rectorat semble embarrassé. En réaction, celui-ci modifiera le règlement de l'Université afin que de tels travaux restent sa propriété. Pour le Rectorat, cette modification met fin au litige qui oppose les cadres du Département de génétique et microbiologie, et consacre la situation telle qu'elle avait été décrite par le professeur Bernard Mach, le docteur Conrad étant débouté.

Par la suite, notamment en 2001, le laboratoire du Département va encore produire de nouvelles recherches, qui seront encore cédées par le Rectorat, à la suite de grandes pressions, au laboratoire NovImmune pour la somme de 10 000 F, alors que le coût de cette recherche serait de l'ordre du million pour l'Université.

Audition de M. le professeur Bernard Mach

Le professeur Bernard Mach conteste la vision du docteur Conrad. Au contraire, il estime avoir travaillé en totale transparence avec le Rectorat sans avoir négligé les intérêts de son ancien employeur, l'Etat de Genève.

La société NovImmune a été créée avec la participation scientifique de Bernard Conrad. A ce titre, il a reçu des actions pour refléter sa contribution passée. Il était, de plus, au bénéfice d'un contrat rémunéré de consultant avec cette société, contrat connu de l'Université de Genève.

Les travaux de recherche mentionnés dans la pétition ont été réalisés au profit de NovImmune par Bernard Conrad dans le cadre de ses activités accessoires, au sens de l'article 30B de la loi sur l'Université. Le chercheur avait ainsi formellement renoncé, et par écrit, à toute prétention ou revendication, en son nom, concernant ce travail appelé « genotyping ».

Ce n'est qu'à partir de 2001 que les relations de confiance entre NovImmune et le chercheur se dégradent. Dans le cadre de ce conflit, Bernard Conrad dépose un brevet portant précisément sur les travaux de « genotyping », travaux appartenant à NovImmune. Les instances de l'Université sont saisies. Le brevet ne peut qu'appartenir, soit à l'Université, soit à NovImmune, mais dans tous les cas pas à Bernard Conrad qui l'a pourtant déposé à son nom. Le docteur Conrad finit par remettre le brevet à l'Université. L'Université constate que ce document n'est qu'une simple copie de la demande de brevet préparée antérieurement par NovImmune. Bernard Conrad est blâmé pour ce plagiat. Les suites judiciaires sont arrêtées là, pour ne pas compromettre, selon le professeur Mach, les jeunes collaborateurs de Bernard Conrad. Cette affaire s'achève finalement par un compromis : le brevet est propriété de NovImmune, Bernard Conrad et ses collaborateurs en sont les inventeurs et des royalties sont octroyées à l'Université, en cas de succès commercial.

De manière générale, le professeur Mach estime que cette affaire a fait progresser les relations entre la recherche universitaire, sa capitalisation, son exploitation et sa commercialisation. Des procédures ont été mises en place et la loi sur l'Université a été modifiée pour faire cesser toute ambiguïté. Il

juge ainsi l'issue de cette délicate et pénible affaire comme finalement positive pour le futur.

Il tient à relever que ce type de travail de recherche est généralement exploité par des start-up. Pour qu'une société de ce type soit viable, elle doit recourir nécessairement à « *un bagage de découvertes* ». NovImmune a ainsi bénéficié de l'expérience de chercheurs et de six brevets élaborés dans les laboratoires dépendants de l'Université (le plus ancien de ces brevets remonte à 1992). Jusqu'à la récente révision sur la loi sur l'Université, l'usage des découvertes faites dans le cadre de travaux de recherches universitaires n'était pas vraiment réglementé.

La problématique du transfert de technologies entre le Département de génétique et microbiologie et NovImmune a fait l'objet d'une longue discussion entre le Rectorat et le laboratoire privé, afin de déterminer les conditions de cet échange. Le Rectorat a fait alors appel à un expert, membre de l'Université de Bâle, qui fait autorité en la matière : le professeur Reutimann. La décision a été prise d'attribuer 4% du capital de la start-up à l'Université. Une cession de royalties a aussi été évoquée sur la base d'un pourcentage des ventes. Cet arrangement tenait compte autant des intérêts privés que publics. En effet, pour pouvoir démarrer, une start-up ne peut se dessaisir davantage de son capital. Le professeur Mach reconnaît que la décision n'a pas été prise à un niveau politique. Il signale que certaines universités, même dans des pays comme la Finlande, sont considérées par le Politique comme un instrument important permettant la création de richesse à travers l'innovation. Il souligne aussi un exemple américain : l'Université de Stanford fait depuis longtemps la promotion des brevets. Les droits d'exploitation de ses brevets cédés aux entreprises privées lui apportent une grande renommée et un financement, dus aux retours sur investissement, même si ces revenus ne deviennent conséquents qu'à long ou très long terme. Berkeley, autre université de grand renom, a toujours conservé ses recherches sans les partager avec le privé. Cette politique l'affaiblit, selon le professeur Mach. Il lui semble que ce débat n'a encore jamais eu lieu à Genève alors qu'il lui paraît essentiel, tant pour l'Université que pour la création de richesse pour l'ensemble de la société.

Audition du Rectorat : M. Jean-Dominique Vassalli, vice-recteur, et Laurent Miéville, directeur d'UNITEC

L'affaire Conrad-NovImmune

Pour le vice-recteur, cette affaire est d'abord un conflit de personnes. MM. Mach et Conrad ont tout d'abord entretenu de bonnes relations professionnelles, puis elles se sont détériorées après le départ à la retraite de Bernard Mach. Celui-ci avait pourtant favorisé la participation de son ancien collaborateur avec son nouvel institut privé, lequel devait financer ses activités de recherches. Sur ce point M. Vassalli estime qu'il y a un flou entre les différents intervenants sur la délimitation des activités accessoires et celles principales qui sont, elles, rétribuées par l'Université. Il juge intenable la réalisation d'activités de recherche dans les laboratoires de l'Université pour le compte d'une entreprise privée. L'Université est intervenue lorsqu'elle a eu connaissance de cette situation. Par la suite, l'Université a demandé aux chercheurs de signer un document relatif aux conflits d'intérêt. C'est alors que Bernard Conrad s'est rendu compte qu'il poursuivait des voies conflictuelles dans son travail pour NovImmune, dont les découvertes devaient appartenir à l'Université.

Le conflit est devenu ouvert à la fin juin 2001. Bernard Conrad a informé l'Université que NovImmune avait l'intention de déposer un brevet sur ses recherches, ce que le chercheur a fait effectivement le 31 juillet. L'Université en a été informée le 2 août. La procédure du dépôt de brevet par un chercheur n'est pas inhabituelle, notamment s'il y a lieu d'agir rapidement, comme c'est le cas par exemple lors de la publication de résultats dans la presse spécialisée. Pour sa part, NovImmune déposait sa propre demande de brevet quelques jours plus tard.

Le Rectorat a constaté ensuite une telle similitude entre les deux demandes qu'il est arrivé à la conclusion qu'il y avait plagiat. NovImmune ayant fait appel à un mandataire spécialisé pour le dépôt de ce brevet, il est donc vraisemblable que Bernard Conrad a repris à son compte ce travail privé. Le conflit s'aggravant, l'Université s'est informée et a appris que Bernard Conrad avait explicitement cédé ses droits à NovImmune (message électronique du 18 décembre 2000). Elle s'est trouvée dans une position délicate notamment face à NovImmune qui défendait ses droits avec une certaine agressivité. Les négociations furent difficiles, mais aboutirent tout de même à un accord : l'Université abandonnait ses prétentions sur le brevet, en échange de l'inclusion des inventeurs universitaires dans la demande de brevet de NovImmune. De plus, NovImmune payait 10 000 F et accordait des royalties à l'Université correspondant à 0,25% du futur chiffre d'affaires.

La propriété intellectuelle :

Pour le Rectorat, il est évident que les revenus de valorisation appartiennent à l'Université, même s'il a été nécessaire de le préciser dans le règlement d'application de la loi sur l'Université de décembre 2002. Ce règlement ne fait que répéter une directive de mars 1998 qui rappelait à tous les chercheurs que les brevets appartenaient à l'Université. Avec cette directive, un flou pouvait encore exister dans leur esprit quant à l'exploitation de ces brevets. Par la suite, l'Université a adopté la règle selon laquelle la propriété des brevets lui est acquise, mais qu'elle peut en céder la licence d'exploitation exclusive à des sociétés privées. Par ce moyen, les chercheurs peuvent attribuer des licences d'exploitation à plusieurs entreprises, en fonction de différents domaines d'application. Mais il persiste un sérieux flou lorsque les recherches sont financées en partie par l'institution publique et en partie par le secteur privé. Pour le vice-recteur, la solution passe par un cahier des charges précis pour le chercheur, afin que celui-ci définisse son activité institutionnelle et accessoire.

La mise en valeur des brevets par l'Université

La mise en valeur des brevets a été confiée à un institut dépendant du Rectorat, Unitec, dont le responsable tire son expérience scientifique des Etats-Unis, mais a également acquis des connaissances en étudiant la pratique de l'EPFL et de l'EPFZ.

1. Evaluation de la valeur d'un brevet

La valeur d'un brevet est difficile à déterminer. Unitec procède en contactant les entreprises et en procédant à des évaluations croisées avec des cas similaires.

2. Cession ou licence d'exploitation

Lorsque la cession des droits est négociée, on se trouve toujours au stade de la demande de brevet qui prend entre trois et cinq ans. Il est donc difficile de chiffrer une valeur précise puisque la portée d'un éventuel brevet et les applications concrètes ne sont pas encore établies. Afin de réduire les risques, Unitec calcule une valeur relative qui peut prendre trois formes :

- royalties réparties pour un tiers au chercheur, un tiers pour le département dont est issu le chercheur et un tiers pour l'université sous le contrôle du Rectorat,
- rétribution en fonction des découvertes d'application effectives,
- prise d'une part minoritaire de capital dans le cas de start-up.

A relever le risque important de la cession des brevets en cas de faillite de la start-up.

3. *Coût du maintien en activité du brevet*

Les frais de maintien des brevets sont répercutés sur les entreprises privées. Quant aux revenus tirés des brevets, les chiffres ne sont pas encore importants à Genève, notamment en raison du fait que les développements dans le domaine médical prennent entre 5 et 10 ans. En 2001, une somme de 200 000 F a été perçue sous forme de paiements liquides.

Le Rectorat se déclare sensible à la valorisation de la propriété intellectuelle en choisissant au mieux les partenaires locaux et étrangers qui seront le mieux à même d'assurer une mise sur le marché rapide.

Débat de la Commission

La pétition 1420 stigmatise un conflit entre chercheurs de l'Université de Genève, partagés entre leurs intérêts privés et publics. C'est un symptôme inquiétant.

Une partie du conflit relève de la justice et la CCG n'entend pas entrer en matière sur ce sujet. Par contre la commission s'est montrée inquiète des problèmes de fonctionnement de l'Université qui ont permis le développement de ce conflit.

Lorsque cette dispute a éclaté, la commission de l'enseignement supérieur étudiait depuis deux ans une importante révision de la loi sur l'Université (C 1 30). Celle-ci a abouti devant le plénum le 25 octobre 2002. La révision comprend notamment l'article 7 (cf. annexe) intitulé « **recherche** ». Cette disposition reprend la thématique exposée dans cette pétition qui reflète aussi les préoccupations de la commission de l'enseignement supérieur en matière de liens entre les milieux industriels et les milieux universitaires. Cette commission voulait éviter une nouvelle « affaire Rylander », à savoir le problème soulevé par certains milieux remettant en cause des résultats scientifiques, en raison de la collusion entre ce chercheur et l'industrie du

tabac. La loi votée par notre parlement prévoit un règlement d'application codifiant le mode de fonctionnement entre le milieu universitaire et les partenaires privés.

Or, le règlement d'application daté du 18 décembre 2002 est nettement moins ambitieux. Certes, il précise quel est le détenteur de la **propriété intellectuelle** en affirmant que « *l'université est titulaire des droits de propriété intellectuelle issus des activités exercées par les membres du corps enseignant ou du personnel administratif et technique dans le cadre de leurs fonctions universitaires* » et codifie les **prestations de tiers** : « *Les membres du corps enseignant ou du personnel administratif et technique qui, dans le cadre de leurs activités universitaires, bénéficient de prestations financières de tiers, doivent les déposer sur des fonds institutionnels gérés par l'université.* »

Ce règlement n'apporte cependant pas les garanties nécessaires pour que cessent les dysfonctionnements rapportés par cette pétition. Détourner le règlement en parlant d'une activité accessoire au sens de l'article 30B semble trop facile. Un commissaire souligne la confusion des règles régissant les rapports entre l'Université et les privés, les contrats extérieurs semblant être un sujet tabou, tant la recherche dépend des fonds privés.

Le risque d'infléchir ainsi un résultat scientifique financé directement par un commanditaire, potentiellement intéressé à un résultat académique, est incompatible avec un statut universitaire qui suppose la neutralité et l'objectivité de la recherche scientifique.

Audition de M. Charles Beer, conseiller d'Etat en charge de l'Université, accompagné de M Eric Baier, secrétaire adjoint aux affaires universitaires

Le Département souligne l'importance des relations entre la recherche fondamentale telle que développée par l'Université de Genève et le secteur privé. Il estime que le monde politique doit ainsi favoriser « un incubateur » mettant en contact la recherche et sa traduction en produits pour les entreprises. Il confirme que le règlement de l'Université est à l'étude, mais les travaux engagés n'en sont qu'à leurs débuts. Il estime trop tôt pour en parler.

Il informe la commission que le DIP accepte de tenir compte de cette problématique dans la deuxième étape de la révision du règlement de l'Université qui devrait aboutir avant la fin de l'année.

A la remarque sur la faiblesse de l'article 30B, le Département répond que la révision de la loi sur les activités accessoires est très récente. Il

reconnaît aussi que seuls 11 000 F ont été restitués au titre des activités accessoires, alors que le projet de loi parlait de plusieurs millions ! Il y a donc un doute, mais qui devrait être levé par le nouveau Rectorat qui vient d'entrer en fonction. L'état du projet de règlement vise à donner la totalité de la maîtrise des flux financiers au Rectorat, somme qui se monte à 120 millions pour les seuls fonds institutionnels.

Conclusions

Le règlement ne répond qu'en partie à la question posée par la pétition 1420 et reste surtout incomplet vis-à-vis du projet de loi 7985 adopté par notre Conseil le 25 octobre 2002. Cette révision de la loi C 1 30 entendait pourtant mieux définir les liens entre notre Université et le secteur privé et notamment la délimitation entre les activités institutionnelles et accessoires des enseignants.

En l'absence de règlement précis à ce sujet, le Conseil d'Etat a laissé et laisse toujours ouverte la porte aux conflits d'intérêts. Le Rectorat a fait part à la sous-commission de son désarroi face à ces querelles qui déstabilisent la crédibilité de l'institution.

Aussi la Commission de contrôle de gestion vous recommande-t-elle de déposer la pétition sur le bureau du Grand Conseil à titre de renseignement et d'adresser la motion de la commission annexée au présent rapport au Conseil d'Etat, afin qu'il complète son règlement d'application de la loi C 1 30 dans les meilleurs délais.

Secrétariat du Grand Conseil**M 1558**

*Proposition présentée par la
Commission de contrôle de gestion:
M^{mes} et MM. Sylvia Leuenberger, Philippe
Glatz, Jacques Baud, Marie-Paule Blanchard-
Queloz, Pierre Froidevaux, Alexandra Gobet
Winiger, Janine Hagmann, Jeannine de Haller,
Sami Kanaan, Pierre Kunz, Anne Mahrer, Alain
Meylan, Pascal Pétroz, Véronique Pürro et Ivan
Slatkine*

*Date de dépôt: 6 octobre 2003
Messagerie*

**Proposition de motion
sur la réglementation des activités accessoires du corps
enseignant de l'Université**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant:

- les difficultés rencontrées par le Rectorat dans l'application de l'article 30B de la loi sur l'Université (C 1 30);
- les problèmes mis en évidence lors du traitement de la pétition 1420 par la commission de contrôle de gestion (rapport P 1420-A);

invite le Conseil d'Etat

- à intégrer cette problématique dans sa révision du règlement d'application de la loi sur l'Université (C 1 30.01);
- à clarifier les conditions d'indépendance de la recherche lorsque celle-ci est conduite au moyen de fonds privés;

-
- à s'assurer que les activités accessoires du corps enseignant de l'Université se fassent en toute transparence (procédure d'autorisation et contrôle interne);
 - à veiller au respect des normes en matière de rétrocession décrites à l'alinéa 5 de l'article 30B;
 - à proposer, si nécessaire, une modification de la loi sur l'Université pour préciser cette réglementation.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Cette proposition de motion découle des conclusions du rapport sur la pétition 1420 et de l'audition de M. Charles Beer, conseiller d'Etat en charge du Département de l'instruction publique, devant la commission de contrôle de gestion, le 1^{er} septembre 2003. Celui-ci était accompagné par M. Eric Baier, secrétaire adjoint aux affaires universitaires

Nous ne développons pas à nouveau le traitement de la pétition 1420, puisque toutes les informations nécessaires figurent dans le rapport P 1420-A.

La commission de contrôle de gestion a pour habitude de ne pas prendre parti lorsque des cas personnels lui sont soumis au travers de pétitions. En revanche, elle peut décider d'enquêter si des faits font apparaître des problèmes de gestion. Cette démarche a été adoptée dans le cas d'espèce, ce qui explique la décision de la commission de déposer la pétition 1420 sur le bureau du Grand Conseil.

En revanche, l'enquête de la sous-commission a fait apparaître des problèmes de gestion plus généraux qui motivent le dépôt de cette proposition de motion.

Cette proposition vise à une meilleure réglementation des activités accessoires du corps enseignant de l'Université, afin d'obtenir une plus grande transparence et une amélioration du contrôle de ce type d'activités, sans toutefois nuire au rayonnement académique de l'Université, ni à l'autonomie scientifique nécessaire aux chercheurs.

Nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil à cette proposition de motion.

Pétition

(1420)

concernant la politique de transfert de technologie du rectorat de l'Université

Mesdames et
Messieurs les députés,

Nous nous adressons à vous en notre qualité de chercheurs dans un laboratoire de recherche fondamentale du département de génétique et microbiologie de la faculté de médecine de Genève. Notre fonction nous amène à effectuer des découvertes dont certaines peuvent être protégées par des brevets d'invention, lesquels reviennent de plein droit à notre employeur, l'Université de Genève.

Nous nous interrogeons depuis longtemps à propos de la politique de transfert de technologie du rectorat de l'Université. Nous nous étonnons notamment de l'influence que M. Bernard Mach, professeur honoraire et ancien chef du département de génétique et microbiologie, a su y conserver. Cette influence se traduit non seulement par une confiance aveugle de certains membres du rectorat envers les jugements et affirmations de M. Mach, mais aussi par une gestion de la propriété intellectuelle issue de notre travail scientifique incompatible avec la mission de l'Université. Cette situation est d'autant plus dérangeante que M. Mach n'agit pas en vertu d'attributions académiques résiduelles, mais pour le compte d'une société privée qu'il a fondée et préside, NovImmune SA.

Depuis le début 2001, nous avons sollicité le rectorat à maintes reprises à propos d'une découverte importante du laboratoire (susceptible de déboucher sur un test génétique prédictif du diabète de type I), dont les conditions de transfert en faveur de NovImmune SA nous paraissaient insolites. En dépit de nos protestations, le rectorat a cédé fin juin 2002 la technologie en question à NovImmune SA à des conditions dérisoires.

Plus récemment, nous avons été sollicités en tant qu'inventeurs de cette technologie par le rectorat afin de signer des documents de cession relatifs à un brevet déposé par NovImmune SA sur cette même technologie, mais dont le texte ne nous a jamais été communiqué. Le rectorat invoque maintenant la confidentialité pour refuser de nous fournir une copie de ce brevet dont, rappelons-le, nous sommes les inventeurs.

Notre patience pour la gestion du rectorat a atteint ses limites, et nous nous en remettons à votre autorité pour la suite de ce dossier. Au vu de notre expérience, il nous paraît en effet difficile de continuer de confier nos découvertes au rectorat pour « valorisation ». Il nous est également important que les sollicitations désagréables subies par certains d'entre nous en provenance du rectorat, de NovImmune SA ou même de leur hiérarchie cessent définitivement.

N.B. : 6 signatures

*Département de génétique
et microbiologie*

p.a. M. Bernard Conrad

Centre médical universitaire (C.M.U.)

1, rue Michel-Servet

1211 Genève 4

Loi sur l'université

C 1 30

du 26 mai 1973

(Entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1974)

Art. 7 Recherche

¹ L'université encourage et organise la recherche scientifique dans toutes les disciplines de base. Elle peut, dans certaines disciplines, consacrer une partie de ses moyens à des recherches spécialisées qui ne sont pas liées à un enseignement.

² La recherche a notamment pour but :

- a) le progrès des connaissances scientifiques, l'élaboration des méthodes et l'étude des processus intellectuels;
- b) l'approfondissement de la compréhension et de la maîtrise que les hommes ont de la nature, des sociétés et d'eux-mêmes;
- c) l'enrichissement de l'enseignement.

³ L'université s'efforce, en veillant à préserver son indépendance académique, de développer les contacts avec des secteurs non universitaires. A cet effet, elle peut accepter, sur une base contractuelle, d'entreprendre des recherches en liaison avec les différents secteurs d'activité économique. Le règlement d'application de la présente loi fixe les conditions y relatives.

Art. 30B Activités accessoires des membres du corps enseignant à charge complète

¹ Un membre du corps enseignant à charge complète peut avoir des activités accessoires rémunérées, dans les limites du présent article. Il les exerce en son nom, pour son propre compte et sous sa propre responsabilité.

² Pour pouvoir exercer des activités accessoires, un assistant doit préalablement requérir une autorisation du membre du corps professoral auquel il est rattaché.

³ Les activités accessoires que peut exercer un membre du corps enseignant doivent :

- a) être compatibles avec sa fonction universitaire et l'exercice de son mandat;
- b) être en rapport direct avec son domaine d'enseignement et de recherche.

Une réduction du taux d'activité peut être exigée si l'une de ces conditions n'est pas remplie.

⁴ Les revenus issus des activités accessoires doivent être annoncés à l'université sur une base annuelle. Le règlement d'application règle les modalités de déclaration.

⁵ Le membre du corps enseignant rétrocède à l'université et aux subdivisions concernées une part des revenus bruts, déduction faite des frais de déplacements, logements et repas, issus de ses activités accessoires. La part versée à l'université est fixée à :

- 20% de tout revenu situé entre 31 et 40% du traitement annuel;
- 30% de tout revenu situé entre 41 et 50% du traitement annuel;
- 40% de tout revenu situé entre 51 et 100% du traitement annuel;
- 50% de tout revenu situé entre 101 et 150% du traitement annuel;
- 60% de tout revenu dès 151% du traitement annuel.

⁶ L'utilisation de l'infrastructure universitaire fait l'objet d'une facturation distincte de la part de l'université à l'adresse du membre du corps enseignant concerné. Son montant doit couvrir les frais effectifs encourus par l'université.

⁷ Le rectorat peut autoriser exceptionnellement un membre du corps enseignant à charge complète à exercer une autre activité lucrative.

Règlement modifiant le règlement d'application de la loi sur l'université

C 1 30.01

du 18 décembre 2002

Le CONSEIL D'ETAT de la République et canton de Genève
arrête :

Art. 1 Modifications

Le règlement d'application de la loi sur l'université, du 10 mars 1986, est
modifié comme suit :

Art. 1 Champ d'application (nouvelle teneur)

Le présent règlement contient toutes les dispositions d'exécution du
chapitre II, article 7, des chapitres III, IV et VI du titre I, ainsi que des
titres II et IV de la loi sur l'université, du 26 mai 1973 (ci-après : loi), à
l'exception des articles 88 à 94 et du titre V de la loi.

Art. 2 Communications (nouvelle teneur)

¹ Le rectorat transmet au département de l'instruction publique (ci-après :
département) tous les documents qui doivent faire l'objet d'une approbation
ou d'une décision d'un organe de l'Etat.

² Il lui transmet le projet de convention d'objectifs et le plan financier qui lui
est annexé, le projet de budget annuel, les comptes et le rapport de gestion
annuel.

³ Il doit fournir au département toutes les informations que ce dernier lui
demande, à l'intention notamment du Conseil d'Etat et du Grand Conseil, en
ce qui concerne la gestion, l'organisation, les enseignements et les recherches
de l'université.

⁴ Le département fournit à l'université toutes les informations nécessaires à
l'organisation de ses activités et de sa gestion.

Art. 5 Subvention à l'université (nouvelle teneur)

¹ L'université gère elle-même la subvention qui lui est allouée par l'Etat au sens de l'article 11, al. 1 de la loi, ceci conformément aux principes de gestion mentionnés aux articles 2 et 3 de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993.

² La gestion des traitements du personnel soumis à la loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers, du 21 décembre 1973, est assurée par le département.

Art. 6 Subventions fédérales et subventions découlant de conventions intercantionales (nouvelle teneur)

¹ La part des subventions fédérales revenant à l'université lui est intégralement versée par l'Etat.

² La part des subventions découlant des conventions intercantionales revenant à l'université lui est intégralement versée par l'Etat.

Art. 7 Dons et legs (nouvelle teneur)

¹ L'autorisation préalable du Conseil d'Etat est requise pour les dons et legs qui dépassent le montant de 500 000 F. Celle du département est requise pour les dons et legs qui dépassent le montant de 250 000 F.

² Le rectorat est compétent pour accepter les autres dons et legs.

Art. 8 Fonds national et autres fonds publics (nouvelle teneur)

¹ Conformément à l'article 11, alinéa 4, de la loi, les subventions allouées par le Fonds national suisse de la recherche scientifique, ou par d'autres organismes publics ou reconnus d'intérêt public, ne sont pas soumises aux autorisations mentionnées à l'article 7, alinéa 1, du présent règlement pour autant qu'elle n'entraînent pas des dépenses nouvelles supérieures à 2 000 000 F.

² Le rectorat dépose les demandes d'autorisation visées par l'article 11, alinéa 4 de la loi dans des délais qui permettent au Conseil d'Etat de se prononcer avant la décision d'attribution des subventions.

Art. 9 Contrats (nouvelle teneur)

¹ Le rectorat ou les personnes désignées par le recteur sont seuls compétents pour signer des contrats avec des tiers.

² Le règlement de l'université fixe le principe et les modalités du prélèvement d'un surcoût sur toutes les prestations de tiers dont bénéficient ses subdivisions ou les membres du corps enseignant.

Art. 9A Propriété intellectuelle (nouveau)

L'université est titulaire des droits de propriété intellectuelle issus des activités exercées par les membres du corps enseignant ou du personnel administratif et technique dans le cadre de leurs fonctions universitaires.

Art. 10 Prestations de tiers (nouveau)

Les membres du corps enseignant ou du personnel administratif et technique qui, dans le cadre de leurs activités universitaires, bénéficient de prestations financières de tiers, doivent les déposer sur des fonds institutionnels gérés par l'université.

Art. 16A⁻ Commission de coordination et d'arbitrage (nouveau)

Le rectorat ou le Conseil d'administration des HUG saisissent le Conseil d'Etat de toute divergence persistante qui surgit dans une procédure de nomination et justifie de mandater la commission de coordination et d'arbitrage prévue à l'article 44 de la loi.

Art. 32 Généralités (nouveau)

¹ Le conseil de l'université est composé conformément aux dispositions de l'article 77, alinéa 1, de la loi.

² Les membres issus de la communauté universitaire désignés par leurs pairs sont élus conformément aux articles 34 et suivants du présent règlement.

³ Sous réserve des dispositions de la loi, l'organisation, le mode de délibération et les modalités de fonctionnement du conseil de l'université sont déterminés par le règlement de l'université.

Section 1A Composition des conseils délibératifs des subdivisions (nouvelle)

Art. 32A Généralités (nouveau)

¹ Les conseils délibératifs des subdivisions sont composés conformément aux dispositions de l'article 72 de la loi.

² Sous réserve des dispositions de la loi, l'organisation, le mode de délibération, les modalités de fonctionnement de ces conseils sont déterminés par le règlement de l'université.

Art. 33 Composition (nouvelle teneur)

¹ Les conseils de facultés, d'écoles et d'instituts directement rattachés à l'université sont composés selon les formules suivantes :

	A	B	C	D
Professeurs :	16	12	8	4
Collaborateurs :	8	6	4	2
Etudiants :	8	6	4	2
Personnel administratif et technique :	4	3	2	1
Total :	36	27	18	9

² Le règlement d'organisation de chaque faculté, école ou institut détermine la composition de son conseil.

Section 1B Conseil de discipline (nouvelle)**Art. 33A Généralités (nouveau)**

¹ Le conseil de discipline constitué conformément à l'article 63E de la loi s'organise selon un règlement interne qu'il adopte à la majorité des deux tiers de ses membres.

² Les membres du conseil de discipline sont désignés pour une durée de deux ans. La désignation est renouvelable sans limitation pour des périodes de même durée.

Art. 33B Remplacement (nouveau)

¹ En cas d'empêchement, le président du conseil de discipline est remplacé par un suppléant désigné par le rectorat.

² Les autres membres du conseil de discipline sont remplacés par des suppléants appartenant au même corps désignés par le conseil de l'université.

Section 2 Election au conseil de l'université et aux conseils délibératifs des subdivisions (nouvelle teneur)**Art. 36 Appartenance à une subdivision (nouvelle teneur)**

¹ L'appartenance à l'une des subdivisions de l'université est déterminée par l'acte de nomination, par la subdivision où s'exerce effectivement la fonction principale ou par la subdivision de rattachement administratif.

² Pour les étudiants, ce rattachement est déterminé par l'immatriculation; en cas d'appartenance à plus d'une subdivision, la première immatriculation est déterminante.

Art. 37 Durée des mandats (nouvelle teneur)

¹ La durée des mandats des membres du conseil de l'université est de 4 ans conformément à l'article 77, alinéa 7, de la loi. La durée des mandats des membres des conseils délibératifs des subdivisions est de 2 ans.

Rééligibilité

² Les mandats des membres du conseil de l'université sont renouvelables deux fois conformément à l'article 77, alinéa 7, de la loi. Les membres des conseils délibératifs des subdivisions sont rééligibles.

Entrée en fonction

³ L'entrée en fonction est fixée au 1^{er} octobre. Les élections ont lieu entre la fin des vacances de Pâques et le début des examens du semestre d'été.

Art. 42 Remplacement au sein des conseils délibératifs des subdivisions (nouvelle teneur)

¹ Un membre élu, empêché de participer à une ou plusieurs séances du conseil auquel il appartient, peut se faire remplacer par un suppléant ou, à défaut, par n'importe lequel des membres figurant parmi les viennent-ensuite de la liste sur laquelle il a été élu.

² Un membre élu dont les fonctions viennent à prendre définitivement fin par suite de décès, de démission ou de perte des conditions d'éligibilité est remplacé par un suppléant ou, à défaut, par le premier des viennent-ensuite de la liste sur laquelle il a été élu.

³ La personne remplaçante termine le mandat en cours.

Art. 42A Postes laissés vacants au sein du conseil de l'université (nouveau)

¹ Un membre dont les fonctions viennent à prendre définitivement fin par suite de décès, de démission ou de perte des conditions d'éligibilité est remplacé. Pour les membres du conseil de l'université issus de la communauté universitaire et désignés par leurs pairs, le remplacement est effectué par le premier des viennent-ensuite ou, à défaut, par un suppléant pour les étudiants. Pour les membres du conseil de l'université nommés par le Conseil d'Etat ou élus par le Grand Conseil, ces instances repourvoient au poste vacant conformément à leur propre procédure.

² La personne remplaçante termine le mandat en cours.

Art. 45 Eligibilité (nouvelle teneur)

¹ Sont éligibles tous les électeurs tels que définis à l'article 44, à l'exception des suppléants. Toutefois, les membres du corps enseignant et du corps du personnel administratif et technique ne sont éligibles que s'ils exercent leurs fonctions à l'université à 50 % au moins de leur temps (au moins 4 heures de cours pour les professeurs associés et les chargés de cours). Pour les collaborateurs de l'enseignement et de la recherche de l'école de traduction et d'interprétation, cette proportion est ramenée à 25 %.

² Conformément à l'article 77, alinéa 4, de la loi, les responsables de subdivisions académiques ou administratives ne peuvent pas être membres du conseil de l'université.

Art. 46 Collèges électoraux (nouvelle teneur)

¹ Pour l'élection des représentants du corps professoral, du corps des collaborateurs de l'enseignement et de la recherche, du corps des étudiants et du corps du personnel administratif et technique, chacun des corps forme un seul collège.

² Pour l'élection des sept membres du corps professoral, il ne peut y avoir plus de deux représentants par faculté, école, institut directement rattaché à l'université ou centre.

Section 4 Election des conseils de facultés, d'écoles et d'instituts directement rattachés à l'université (nouvelle teneur)**Art. 48 Collèges électoraux (nouvelle teneur)**

Pour l'élection des représentants de tous les corps, chacun de ces corps forme un seul collège pour chacune des facultés, écoles et instituts directement rattachés à l'université.

Section 6 Organisation des élections pour le conseil de l'université et les conseils de facultés, d'écoles et d'instituts directement rattachés à l'université (nouvelle teneur)**Art. 51 Organisation des élections (nouvelle teneur)**

¹ Les élections sont organisées sous la responsabilité du rectorat, assisté du secrétaire général de l'université.

² Les doyens et présidents participent à l'organisation des élections pour ce qui concerne leur faculté, école ou institut directement rattaché à l'université.

³ Les services administratifs mettent à disposition le personnel nécessaire.

Art. 64, al. 1, lettre c (abrogée)

Art. 65B, lettre h (nouvelle teneur)

- h) les étudiants non allocataires au sens de la loi sur l'encouragement aux études en situation financière difficile qui poursuivent normalement leurs études;

Chapitre VII Dispositions finales et transitoires (nouvelle teneur)

Art. 68 Dispositions transitoires (nouvelle teneur), al. 2 (nouveau)

Modification du 18 décembre 2002

² Les mandats des membres des conseils délibératifs des subdivisions et du conseil de l'université qui arrivent à échéance à la fin du semestre d'hiver 2002-2003 ainsi que ceux des membres du conseil académique sont prolongés jusqu'au 30 septembre 2003.

Art. 2 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Certifié conforme

Le chancelier d'Etat : Robert Hensler